

En Turquie, le sultan Abdulmajid 1^{er} inaugure les «Tanzimat», politique de modernisation inspirée des idées politiques européennes. En 1839, un décret instaure l'égalité de tous les sujets de l'Empire (musulmans, chrétiens, juifs) devant la loi ; un code pénal éloigné de la «charia» (loi religieuse) est adopté en 1840, en même temps qu'est créée la Banque ottomane ; une nouvelle loi commerciale est édictée en 1850 ; en 1856, le sultan décrète l'abolition de la «jizya» (impôt spécifique aux non-musulmans). Une «fetwa» s'opposant à ces réformes est lancée à La Mecque, appelant à la révolte contre le pouvoir ottoman.

Au milieu du XIX^e siècle, un courant intellectuel apparaît en Syrie, opposé à la domination ottomane. Il est animé par des associations et des journaux à dominante chrétienne et prône l'union arabe et la laïcité. On trouve parmi ses principaux animateurs appelés les «Nahdaouis» : Selim Ramadhan, Hussein Bihem, Hounaïn al-Khoury, Selim Boutros al-Boustani, Ibrahim al-Yazidji... L'Emir Abdelkader aurait fait partie de l'une de ces associations aux côtés de Iskander Alazar et Adib Ashak...

Une frénésie de modernisation s'empare des sphères dirigeantes des Etats musulmans, donnant l'espoir d'une véritable renaissance. L'imprimerie est introduite en Turquie et en Égypte, ce qui favorise la circulation des connaissances et des idées.

La presse écrite apparaît en 1828 en Egypte, en 1832 à Istanbul, en 1847 à Alger, en 1848 à Téhéran, en 1855 à Beyrouth, en 1868 en Iraq, en 1875 au Yémen... Les missions religieuses chrétiennes s'installent en pays d'islam, des étudiants musulmans sont envoyés en Europe, un mouvement de traduction de livres prend son essor en Turquie, en Égypte, en Iraq... En 1861, le sultan Abdulaziz promulgue un nouveau code civil et fonde la «Ligue de Galatasaray» pour l'enseignement du français.

En 1866, le Khédivé égyptien installe une Assemblée consultative de soixante-quinze membres élus au suffrage indirect. Cette dynamique de réformes est interrompue en 1871 chez les Ottomans sous la pression des milieux religieux.

La même année, le bey de Tunis promulgue une Constitution instituant un conseil de soixante membres puis nomme Kheired-dine Pacha Premier ministre. Ce dernier, qui est considéré comme le fondateur de la Tunisie moderne, crée le collège Sadiki où sont enseignées pour la première fois les sciences exactes et les langues étrangères et d'où sortiront les générations qui animeront le mouvement de libération de la Tunisie et construiront son Etat indépendant.

En 1876, le sultan Abdulhamid II institue un Parlement à deux chambres. Les premières élections d'un Parlement dans le monde musulman ont lieu en 1877, revendiquées par un mouvement intellectuel, «Les jeunes Ottomans», qui cherche à concilier l'islam et les idées occidentales. En Inde, Sir Sayyid Ahmed Khan Bahador (1817-1890), disciple de Shah Wali Allah, introduit les premières réformes inspirées du modèle britannique et fonde l'Anglo-Oriental College d'Aligarh en 1875. Il critique les traditionalistes qui l'accusent en retour de matérialisme. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont on retrouve l'influence dans l'œuvre de Abderahman al-Kawakibi. En Perse, le Shah Nasr-Eddin (1848-1896) ouvre son pays à l'Occident et visite plusieurs fois l'Europe.

C'est toutefois le Perso-Afghan Djamel-Eddin al-Afghani qui va réveiller les consciences dans le monde arabo-musulman et susciter le courant que vont représenter Abdou, Ridha, Arslan et Ben Badis. Jusque-là, la modernisation avait été le fait des Etats et visé les institutions. Maintenant, elle va devenir l'affaire des intellectuels et des élites politiques formées dans l'ambiance du «réveil». Arrivé en Egypte en 1872, al-Afghani fait la connaissance, à Khan Khalili, du jeune Mohamed Abdou alors en pleine crise mystique. Conquis par al-Afghani, Abdou prend conscience de la caducité du

modèle traditionaliste et se passionne à partir de là pour la recherche d'un nouveau modèle alliant les principes de l'islam et la rationalité moderne. Il s'initie au français et commence à lire des ouvrages européens. A la création du journal *al-Ahram* en 1876, il est l'un de ses collaborateurs.

En 1879, al-Afghani est expulsé d'Égypte par le khédivé Tewfik. A son tour, Abdou est interdit de presse et assigné à résidence dans son village natal. Un an après, il retrouve sa liberté de mouvement et est nommé directeur du journal officiel qu'il dirige pendant un an et demi. Il milite pour un régime constitutionnel et la modernisation

de l'éducation en Égypte. En 1882, éclate la révolte du colonel Orabi contre la mainmise des Anglais sur l'Etat égyptien. Abdou soutient le mouvement. Il est jugé et condamné à l'exil. Il s'installe pendant quelques mois à Beyrouth avant de rejoindre al-Afghani à Paris. Les deux penseurs sont une nouvelle fois séparés en 1884. Abdou retourne au Liban où il restera jusqu'en 1889. C'est là qu'il entame la rédaction de *Rissalat attawhid*. Rentré en Égypte, il est nommé au conseil d'administration d'al-Azhar et au Conseil législatif. En 1899, il est élevé à la dignité de muphti.

Rissalat attawhid est publié en 1897. Abdou y développe une conception libérale et rationnelle de l'islam et déplore que «la vie des musulmans soit devenue une manifestation contre leur propre religion». Dans ce petit livre d'une centaine de pages, il se propose de libérer l'esprit musulman de l'enseignement dogmatique et scolastique : «La religion peut nous révéler certaines choses qui dépassent notre compréhension, elle ne peut nous en enseigner aucune qui soit en contradiction avec notre raison.» Il pose que la seule source authentique de l'islam est le Coran et un nombre très réduit de hadiths, et en déduit que c'est à la raison qu'il revient d'examiner la preuve des dogmes religieux et des règles de conduite pour déterminer s'ils émanent vraiment de Dieu et note : «En cas de conflit entre la raison et la tradition, c'est à la raison qu'appartient le droit de décider.» Allant plus loin, il considère que «les prophètes jouent vis-à-vis des peuples le même rôle que l'intelligence par rapport aux individus ; leur envoi répond à un besoin de la raison». Il rejette le principe d'imitation aveugle des anciens, le *taqlid* : «L'imitation peut s'exercer sur le vrai aussi bien que sur le faux ; elle peut aussi avoir pour fruit l'utile comme le nuisible ; elle constitue donc un égarement que l'on pardonne à l'animal mais qui ne convient pas à l'homme.»⁽³⁾ C'est de lui que vont se réclamer Rachid Ridha, Chakib Arslan, Ben Badis et ceux qui, après lui, voudront tenter une percée contre le modèle traditionaliste.

Au départ donc, la renaissance était un mouvement politique qui aspirait à libérer la nation musulmane de la domination mongole à l'époque d'Ibn Taïmiya, ottomane à l'époque d'Abdelwahhab et européenne au XX^e siècle. Au milieu du XIX^e siècle, un courant intellectuel apparaît en Syrie, opposé à la domination ottomane. Il est animé par des associations et des journaux à dominante chrétienne et prône l'union arabe et la laïcité. On trouve parmi ses principaux animateurs appelés les «Nahdaouis» : Selim Ramadhan, Hussein Bihem, Hounaïn al-Khoury, Selim Boutros al-Boustani, Ibrahim al-Yazidji... L'Emir Abdelkader aurait fait partie de l'une de ces associations aux côtés de Iskander Alazar et Adib Ashak... C'est dans cette ambiance intellectuelle que

s'est formé un grand visionnaire de la réforme du mode de pensée islamique, Abderahman al-Kawakibi. Jeune, il avait été marqué par un article d'al-Boustani intitulé «Limadha nahnou fi taâkhour» («Pourquoi sommes-nous arriérés ?») dans lequel le confessionnalisme et les différences ethniques sont désignés comme les causes du retard arabe. Ce mouvement met en avant la renaissance «arabe» et connaît son apothéose entre les années cinquante et soixante-dix sous le nom de «baâth al-arabi». La renaissance arabe s'éloigne des sources islamiques et se mâtine de marxisme. Elle a pour objet l'unité du monde arabe et prend dès lors ses distances de la Turquie et de la Perse. Le Nassérisme sera l'une de ses expressions, mais c'est surtout le parti socialiste Baâth, créé par les Syriens Michel Aflak et Salah-Eddin Bitar, qui va incarner cette idéologie laïque en Syrie et en Irak.

Il faut noter que Bennabi ne mentionne pas comme efforts de renaissance les programmes de modernisation lancés par Mohamed Ali, les Ottomans, les Persans ou les Afghans. Pour lui, la nuit couvre tout l'espace temporel qui va d'Ibn Khaldoun à Djamel-Eddin al-Afghani. Tout comme il n'accorde aucun intérêt à la «renaissance timouride», il n'en accordera pas davantage à la «renaissance arabe». De la même manière, il ignore superbement le fossé qui sépare les sunnites des chiïtes. Il assigne à la renaissance une double et difficile mission : rattraper le retard sur la pensée coranique et sur la pensée scientifique moderne. Il écrit : «Si la décadence est un décalage, inversement la renaissance est l'effort du monde musulman sur le plan psychologique, le mouvement de sa conscience pour rattraper son retard sur la pensée coranique et la pensée scientifique moderne» (*Vocation de l'islam*). Selon lui, on ne peut changer l'homme qu'en agissant sur son psychisme, ses croyances : «Au point de départ de toute transformation sociale, une réforme religieuse est nécessaire.» Il attend de la renaissance qu'elle «renouvelle l'homme conformément à la véritable tradition islamique et à l'expérience cartésienne» (*Vocation de l'islam*). Il s'agit donc de la réalisation d'une double révolution mentale : sortir de l'influence des écoles doctrinales qui se sont

Bennabi a très tôt compris que ni le courant réformiste ni le courant moderniste n'allait tirer le monde musulman de sa décadence. La première cause de l'échec de la renaissance à ses yeux réside dans l'absence d'unité au départ entre les deux courants. S'étant présentés sous forme de deux mouvements distincts, ceux-ci n'allaient pas donner lieu à une démarche cohérente mais à deux voies différentes.

accommodées au fait accompli de Siffin, et créer les conditions d'une libération de l'esprit qui conduirait à un épanouissement scientifique et au développement économique. Mais comment faire concrètement pour «dépouiller le texte coranique de sa triple gangue théologique, juridique et philosophique» ? Il ne le dit pas frontalement, mais on trouve d'innombrables allusions à la nécessité de refonder l'enseignement dans les pays musulmans et de s'émanciper de la culture musulmane traditionnelle qui exerce toujours son emprise sur les esprits dans le monde musulman et dont l'islamisme actuel n'est qu'un avatar.

Bennabi a très tôt compris que ni le courant réformiste ni le courant moderniste n'allait tirer le monde musulman de sa décadence. La première cause de l'échec de la renaissance à ses yeux réside dans l'absence d'unité au départ entre les deux courants. S'étant présentés sous forme de deux mouvements distincts, ceux-ci n'allaient pas donner lieu à une démarche cohérente mais à deux voies différentes. La voie réformiste proposait un retour au passé, sans réaliser que ce passé était lui-même problématique, tandis que la voie moderniste préconisait l'adoption d'idées et de modèles sans résonance dans le psychisme musulman.

De son point de vue, la première offrait en guise de solutions des idées mortes, et la seconde des idées mortelles. Non seulement les deux tendances ne convergeaient pas, mais allaient s'employer à se neutraliser mutuellement, laissant finalement le problème entier. La seconde cause de l'échec est liée à la question du choix du modèle, un choix que la Nahda n'a pas fait de peur de heurter la culture traditionnelle et qui donnera au mouvement de renaissance les aspects d'un entassement, d'un choséisme, d'un syncrétisme. Il écrit : «Le monde musulman n'a pas encore fait le choix ni de la méthode ni du modèle. En raison de ses affinités méditerranéennes, on pouvait s'attendre à le voir se tourner vers l'Occident tout en apportant son originalité à corriger le modèle occidental, ou plutôt à l'adapter à sa propre évolution en tenant compte, d'une part, de son retard et, de l'autre, des méthodes d'accélération de l'histoire qui ont déjà montré leur efficacité ailleurs... On sent vaguement, dans un examen sommaire, que la renaissance musulmane a pour maître l'Occident. Mais en voulant tailler sur ce «patron», on a suivi vaguement les coups de ciseau du maître. Quand on veut tailler dans la matière de l'histoire, il faut se connaître et connaître son modèle pour savoir prendre à son égard les libertés nécessaires pour être soi-même et non le sosie de quelqu'un... Il ne s'agit pas de décalquer une évolution, mais de la résumer dans ce qu'elle a d'essentiel, d'universel» (*L'afro-asiatisme*).

La troisième cause de l'échec de la Nahda réside dans le fait que les deux tendances ont manqué à la fois de l'inspiration nécessaire et de l'orientation systématique : «La cause commune de l'erreur des modernistes et de celle des réformateurs est dans le fait que ni les uns ni les autres ne sont allés à la source même de leur inspiration. Les réformateurs ne sont pas réellement remontés aux origines de la pensée islamique, non plus que les modernistes aux origines de la pensée occidentale. Sur le plan psychologique, une discrimination est toutefois indispensable : le «salafiste» porte individuellement la notion de la renaissance. S'il n'en réalise pas méthodiquement les conditions pratiques, du moins n'en perd-il pas de vue l'objectif essentiel.

Il a conscience de son milieu au point de n'y revendiquer que des «devoirs», laissant les «droits» aux modernistes... Chez le moderniste par contre, c'est cette notion même de renaissance qui fait défaut ou qui devient secondaire : le moderniste ne s'est engagé dans la vie de son pays que sur le plan politique... Pour lui la question n'est pas, avant tout, de régénérer le monde musulman, mais de le tirer de son embarras politique actuel... Le mouvement moderniste ne reflète en fait aucune doctrine précise : il est indéfinissable dans ses moyens comme dans ses buts. C'est qu'en réalité il ne cristallise qu'un engouement» («VI»).

N. B.
NB : Une erreur s'étant introduite dans la numérotation, nous confirmons après vérification que le précédent exposé (La colonisabilité) était le 21^e et celui d'aujourd'hui le 22^e.

Dimanche prochain : PENSÉE DE MALEK BENNABI : 23) L'échec de la nahda.

- 1) Ed. Enag, Alger 1990.
- 2) Cf : Gilbert Sinoué : *Le Dernier Pharaon*, Ed. Pygmalion, Paris 1997.
- 3) Op.cité